

# Les mille sources de la Colère

N° 146

JUIN 2021

## EDITO

Durant de longs mois, l'ex Numéro 1 nous a caché ses projets pour la Corrèze, nous taxant bien évidemment de menteurs et de pessimistes. Dans la foulée, nous avons appris avec la visite du ministre Darmanin, qu'en plus d'être expérimentateurs pour les nouvelles règles RH, nous allions revoir la géographie avec la fermeture d'une quinzaine de trésoreries. Le ministre, nous faisant ce jour-là, une grande leçon sur la république en lançant sa phase dite de concertation. Trois axes étaient là pour déterminer cette phase, à savoir l'adhésion des élus locaux, celle des usagers, et pour finir celle des agents.

Le premier "pilier" est vite venu fragiliser l'édifice. Les Élus se sont massivement prononcés contre cette nouvelle organisation et ils ont voté à près de 70 % une motion demandant le maintien de notre réseau. De façon trans-partisane, ils se sont levés pour dire non au désengagement de l'État dans les territoires. Pour les rassurer, l'État a mis la main à la poche pour faire fonctionner les Maisons France Service. Mais ils ne sont pas dupes et savent que ces structures ne sont là que pour cacher à la population des déserts en matière de services publics. La communication étant assez cynique pour tenter de faire croire à plus de proximité... La Corrèze n'est pas le seul département dans lequel le Nouveau Réseau de Proximité n'a pas obtenu l'adhésion des élus, c'est le cas dans 2/3 des départements. C'est un échec.

Le second, c'est la promesse démagogique de plus de proximité pour les usagers. Comment ? En signant des conventions avec les MFS pour le côté fiscal et en donnant au privé le recouvrement des liquidités. La campagne d'impôt sur le revenu s'achève et déjà, on peut constater que les maisons France Service ne font qu'engorger les lignes téléphoniques des SIP pour les questions techniques, légitimes des contribuables. En fait, le réseau sera remplacé par des usines à fabriquer des comptes impots.gouv pour reprendre l'expression de l'ex-numéro 1. Pourtant, jamais le besoin en matière de services publics de proximité ne s'est si clairement exprimé. C'était un dénominateur commun à la crise des gilets jaunes mais aussi à la prise de conscience propre à la crise Covid. Pour satisfaire ce besoin d'informations, l'administration a remis au goût du jour le 08, oubliant les flux que ces plateformes devraient absorber. L'agacement est palpable et légitime. Notre pétition, "oui à un vrai service public" demandant l'abandon de ce plan de destruction a reçu plus de 5 000 signatures sans que nous en fassions un axe prépondérant de notre lutte. Un deuxième pilier, l'opinion publique, en phase avec ses élus, met en échec la communication mensongère de la DDFIP.

Le troisième pilier, les agents. A la présentation du projet, ils étaient 70 % à se mettre en grève pour dire NON. Le directeur de l'époque a donc entrepris une vaste opération de promesses et diffusé de nombreux mensonges pour s'acheter une paix sociale à défaut de faire adhérer les collègues à son plan. Ici une antenne pérenne, là une antenne de la trésorerie voisine, bref les promesses n'engagent que ceux qui les croient. En guise de dialogue social, la carte des lignes de bus. Face au mal-être des agents ? Des audits et des pressions personnelles. La fin justifie les moyens paraît-il. Toujours est-il, que malgré toute cette énergie, l'adhésion des agents n'est toujours pas acquise et cela du cadre A+ à l'agent C. Peu importe, malgré l'échec, Numéro 1 souhaite continuer. L'assurance que les agents font l'objet de toutes les attentions ? L'absence totale de communication à leur rencontre, sauf sur Ulysse que peu prennent le temps de consulter tant ils ont la tête dans le guidon, en dit long. L'occasion pour nous de rappeler leur mal-être généralisé : beaucoup ne savent pas ce qu'ils vont devenir à un mois de l'échéance alors qu'on leur promettait une vision sur le long terme. Numéro 1 est responsable de la santé psychologique des agents de la Corrèze et à ce titre comptable des méthodes mises en place en matière de gestion des ressources humaines, hier comme aujourd'hui.

C'est acté: le NRP est un échec, avant même sa mise en place. Sa première phase a vu le SIE d'Ussel rejoindre celui de Tulle. Il a fallu encore une fois une intervention frontale pour faire prendre conscience que certains de nos collègues "restructurés" étaient en souffrance. Ils étaient tout bonnement oubliés. Quand variable d'ajustement rime avec maltraitance. "Le NRP se fera mais on n'a pas réfléchi comment", lâché en séance par l'équipe de direction prend toute sa dimension et n'a appelé aucune correction de sa part, nous laissant présager encore plus de souffrance. Nous entrons dans la phase qui consiste pour la direction départementale à assumer une posture éminemment politique dictée par des théoriciens, tenants du dogme du libéralisme exacerbé. La destruction de la DGFIP ne profite qu'à certains intérêts particuliers mais certainement pas aux finances publiques. Nous exigeons le maintien de nos missions et un vrai service public gratuit, présent partout et pour tous.

**Le combat continue.**

### Ali Blabla et les quarante voleurs

Après avoir détruit les CAP, et inquiet d'une flambée éventuelle des procédures contentieuses allant au Tribunal Administratif, Bercy veut mettre en place un médiateur RH. À ce stade, ni le nombre de médiateurs, ni leur positionnement, ni l'étendue de leur périmètre d'action n'est défini. En attendant l'arrêté d'application, on ne peut qu'être dubitatif sur ce « nouveau mode de gestion des conflits » où l'on se demande bien où s'arrêtera la neutralité du médiateur choisi par l'administration. C'est au passage, la démonstration par l'absurde de l'utilité des CAP et des syndicats. La direction n'est pas en reste. Numéro 1 a invité les O.S à faire remonter aux RH toute situation particulière dont elles auraient connaissance pour, soi-disant, en tenir compte dans la réalisation des mouvements. C'est le sésame aux arrangements dans le dos des collègues et certains ont pu en faire les frais ces dernières années. La CGT refuse ces conciliabules de marchands de tapis : charge à la direction de respecter ses engagements avec les collègues qui ont été lésés lors des précédents mouvements !

### Ma souricière bien aimée

Sur Brive, le nouveau prestataire de ménage a trouvé la solution pour réduire les coûts : un seul balai pour 3 femmes de ménage et rognage des heures de travail, en attendant le crêpage de chignon. Faire toujours plus en pire avec toujours moins, il a su s'adapter à la doctrine DGFIP. Espérons que si la chasse aux rats devient nécessaire, elle soit mieux organisée que le ménage.

### Un sacheur sachant sacher

Des dégrèvements émis par un service foncier du département font apparaître comme signataire une responsable de service partie à la retraite avant le 1er confinement. Cela pourrait prêter à rire, si encore une fois ce n'était pas aux agents de trouver seuls la solution pour résoudre le problème. En sus du transfert de compétence, les collègues devraient revendiquer un transfert salarial sur leurs fiches de paie,

### Don Jerome de Lapalissade

Au sujet de la campagne IR 2021, c'est le DG qui le dit : « l'accueil physique est plus important que l'an passé, il reste encore très en deçà des années précédentes (-61%) ». Au printemps 2020 les services étaient fermés au public et en 2021 c'est vigile ou rendez-vous. Un début d'explication ?

### La minute du Docteur Cyclopède

Quand 2 ministres sont attendus dans la rue, certains les attendent dans un bureau. Étonnant non ?

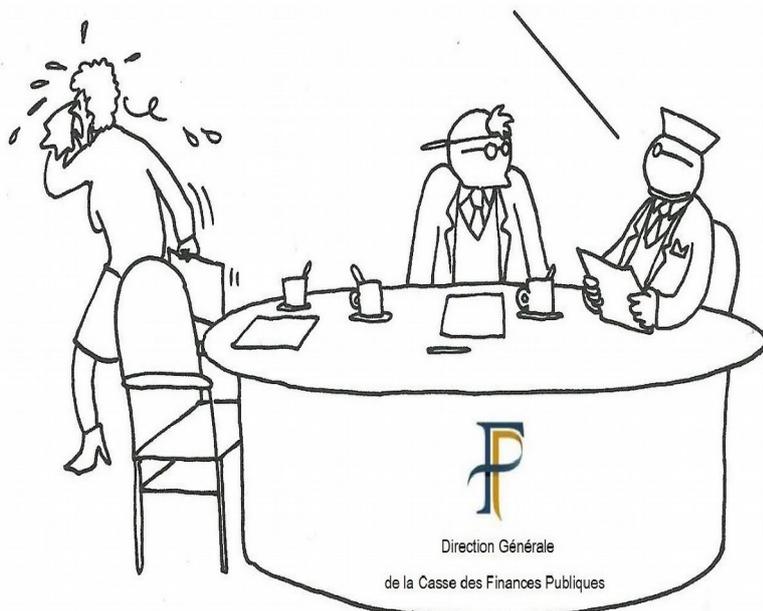
### A guichet fermé

Pour museler toute contradiction constructive, il suffit de jauger ! Le SGC de Tulle devait faire l'objet d'un groupe de travail à l'amphithéâtre à Tulle, avec une jauge de 50 personnes. Ben il a été déplacé à Bournazel, où, c'est ballot, la jauge est à 9. Dommage pour ceux qui comptaient faire avancer les choses, pas de place pour les empêcheurs de tourner en rond !

### La bande passante ne passe plus

Impressions qui ne sortent pas ou à moitié, scans qui ne rejoignent plus les boîtes mail, applications qui rament, documents qui s'affichent en 5 mn, le constat est alarmant sur tous les sites, à tel point que Numérobis, quittant notre département, n'a même pas pu envoyer un message chaleureux d'adieu aux agents pour qui il a tant fait et que Numéro 1 a dû se résoudre à présenter le calendrier du NRP uniquement sur Ulysse 19. La DDFIP montre sa capacité d'adaptation aux techniques nouvelles et sa sempiternelle anticipation. Non, ce n'est pas la faute au télétravail ni à la CID: la puissance de la bande passante est passée de 8 à 6 GO alors qu'il en faudrait 10. Tout ça pour des économies de bout de chandelle dont notre maison a le secret, apportant un peu plus de souffrance et d'exaspération au travail. Numéro 1 décline toute responsabilité : Bah oui, nous ne sommes pas chez France Telecom, Quoi que...

Et voilà le travail:  
Entretien individuel et  
rupture conventionnelle  
en un seul rendez-vous!



**J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<**

Contacts

mail [cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr)

tél : 07 66 81 95 30